

BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES



Edition Chronologique

PARTIE PERMANENTE

Armée de terre

INSTRUCTION N° 3347/DEF/EMAT/INS/ERO/21

relative au règlement intérieur du conseil de perfectionnement de l'école spéciale militaire de Saint-Cyr.

Du 8 septembre 1982

INSTRUCTION N° 3347/DEF/EMAT/INS/ERO/21 relative au règlement intérieur du conseil de perfectionnement de l'école spéciale militaire de Saint-Cyr.

Du 8 septembre 1982

Référence :

Arrêté du 28 juillet 1982 modifié (BOC, p. 3477).

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 770.2.2.

Référence de publication : BOC, p. 3780.

La présente instruction précise, en application de l'arrêté de référence, le règlement intérieur du conseil de perfectionnement de l'école spéciale militaire de Saint-Cyr.

Art. 1er. Le conseil de perfectionnement ne peut délibérer que lorsque le nombre des présents est supérieur à la moitié du nombre total des personnes appelées à délibérer.

Si, lors d'une séance, ce nombre n'est pas atteint, le président réunit à nouveau le conseil dans un délai de huit jours ; les délibérations sont alors valables quel que soit le nombre des présents.

Art. 2. Les décisions concernant les propositions à soumettre au chef d'état-major de l'armée de terre sont prises à la majorité simple. En cas de litige, la voix du président est prépondérante.

Art. 3. Les membres, appelés à siéger au conseil, peuvent, à titre exceptionnel, se faire représenter. Ils doivent au préalable avoir obtenu l'assentiment du président et fait connaître le nom de leur représentant au secrétariat de la commission, au minimum huit jours avant la séance prévue.

Hormis le cas d'une décision préalable prise en conseil, une telle représentation ne peut être admise pour deux réunions successives.

Art. 4. Le secrétariat de la commission est assuré par le commandement des écoles de l'armée de terre qui désignera le secrétaire.

Celui-ci :

- établira l'ordre du jour, suivant les directives du président ;
- établira les convocations des membres de la commission ;
- tiendra les minutes des séances ;
- rédigera les procès-verbaux des séances et, après approbation du président, les fera parvenir aux membres de la commission ;
- rédigera les propositions à soumettre au chef d'état-major de l'armée de terre.

Art. 5. Le président soumet au chef d'état-major de l'armée de terre les propositions du conseil. Celles-ci, une fois approuvées, sont mises en œuvre par le commandement des écoles de l'armée de terre.

Art. 6. Les dispositions administratives concernant les modalités de règlement des prestations des personnels désignés par l'arrêté cité en référence feront l'objet d'une note particulière à sortir sous le timbre du commandement des écoles de l'armée de terre.

Pour le ministre de la défense et par délégation :

Le général d'armée, chef d'état-major de l'armée de terre,

DELAUNAY.